

# "Un bon Français ne doit pas défendre la Palestine"

Jacques-Marie  
BOURGET

13 mai  
2015



Après avoir vécu 45 ans en France, Chérif Boudelal s'est vu refuser la nationalité française, pour avoir participé à des manifestations pro palestiniennes. Soit un crime de lèse intégration.

Après avoir vécu 45 ans en France, Chérif Boudelal s'est vu refuser la nationalité française, pour avoir participé à des manifestations pro palestiniennes. Soit un crime de lèse intégration.

Avis à la population. Tout au moins à celle qui ne compte pas. Du genre pas « de souche », très immigrée avec des noms peu catholiques, de ceux qui font trembler Robert Ménard. Que ces hommes et ces femmes sachent, s'ils souhaitent obtenir la nationalité française, qu'il leur est désormais interdit de protester contre le misérable sort fait à la Palestine. Pour ceux-là, les : « Nous sommes tous des Palestiniens », « Halte aux bombes sur Gaza », « Stop au blocus » sont interdits... C'est non, non, non ! La loi est la loi, dure mais juste, et elle est nouvelle : on ne saurait être Français et manifester contre la mort, lente ou rapide, à Gaza. Protester contre les enfants que l'on tue, les femmes que l'on assassine, les vieux que l'on exécute et les missiles pulvérisent.

## Terroriste présumé

Pour avoir manifesté sa solidarité à ce peuple nié, assassiné, le sieur Chérif Boudelal s'est fait renvoyer sa demande de nationalisation à la figure, tout cela dans une lettre bancaire signée par un certain Jean-Michel Giraudet. Le courrier date de 2010, mais ce n'est qu'aujourd'hui que celui qui se voit recalé national l'a rendu public et l'affaire reste un cas d'école.

Un type formidable, ce Giraudet, n'est-il pas, alors, le « Chef du second bureau des nationalisations », un job qui n'est pas donné à tout le monde et l'on souhaite à ce monsieur d'accéder au plus vite à la tête du « Premier bureau ». En préambule, demandons à monsieur Giraudet, l'auteur de la missive, d'observer que – pour un Arabe – monsieur Boudelal est pourtant une perle : il n'a assassiné personne, volé personne et jamais dévoré de petits enfants. Mais ces états de service ne suffisent pas.

Notre homme de l'Intérieur (qui n'est pas sans qualité) et qui porte aussi le titre considérable de « Conseiller d'administration », observe que l'impétrant n'a pas de « revenus suffisants »... C'est vrai, il vit moins largement que la présidente de l'INA et roule moins en taxi. Il survit comme des millions de citoyens de chez nous. Survit pour partie avec un subterfuge peu recommandable, par exemple celui d'écrire des livres comme « l'Immigration de peuplement en France au XXIe siècle », bouquin qui ne dit pas que du bien du passé de notre pays chéri.

Non, ce qui grippe l'affaire, fige l'huile dans les rouages de « l'intégration », c'est le goût qu'a le camarade Chérif de lutter contre l'injustice. Là, je comprends le Conseiller-Chef. Imaginons que, devenu Français, Monsieur Boudelal se mette à protester contre le chômage, l'école à quatre vitesses, la TVA si injuste et autres contrôles au faciès ? Admettre ce type d'individu dans notre chaleureuse communauté c'est prendre un vrai risque terroriste. Et, par parenthèse, il est plus que vraisemblable que cet indigène venu d'ailleurs, soit assez peu Charlie et bien

incapable de réciter une seule page des sublimes œuvres de Philippe Val, le nouveau catéchisme virtuel qui sert de sas pour passer sous les plis du drapeau tricolore.

## "Paix comme Palestine"

Ainsi donc, le sieur inapte à la France, nous dit le Chef dans un style imitable, mais admirable puisqu'il fait une économie de mots donc d'imprimante. Notre ami serviteur de l'Etat écrit : « vous avez des liens un mouvement responsable d'actions violentes et prônant une pratique radicale de l'islam : le collectif « paix comme Palestine ». Observons qu'il manque le mot « avec » entre « liens » et « mouvement » ; et que « Paix » prend une majuscule. Mais fermons les yeux au nom de cette encre qui n'est pas jetée par les fenêtres. Quand même, cela dit en passant, on pourrait envisager de faire passer des tests d'écriture au « Deuxième bureau » afin de vérifier si son mauvais usage du français courant est compatible avec sa qualité de « Français »...

Or donc, le Chef du Second bureau des nationalisations n'est pas un ignorant, sans quoi il ne serait pas là. Il dit donc qu'il sait, lui Giraudet, que « paix comme Palestine » est : « le relais local du comité de bienfaisance et de secours aux palestiniens ». Observons, toujours le même symptôme que notre fils de Courteline est fâché avec les capitales (comme la peine). Si le sieur Giraudet écrivait au président de la République, il en mettrait en grandes et grosses lettres à tous les mots pour terminer par « que Votre Grâce veuille bien accepter de mon infime personne l'expression.... de mon immense Considération ». Là, pas du tout, le Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP) ne plait pas au citoyen Giraudet. Alors il le minuscule.

Enfin que découvrons-nous (mais, bon Dieu, que fait la DGSJ ?), que Boudelal le 17 janvier 2009 à Avignon, alors qu'un doux Plomb durci réchauffait opportunément Gaza, que Boudelal a saisi un mégaphone pour donner des nouvelles, venues de la Bande. Des nouvelles (chaudes) communiquées par le Hamas. Ben dis donc. Ce type au lieu de demander la Nationalité ferait mieux de se réjouir de ne pas être au trou pour « liens avec une entreprise terroriste ». En plus, notre ennemi de l'Intérieur demande la libération de George Ibrahim Abdallah, un ami de la Palestine qui est otage en France depuis trente ans.

Moralité : tout individu qui ne soutient pas l'injustice et la mort -ce que propose gentiment Israël aux Palestiniens- n'est pas un bon français."

11 Mai, 2015

»» <http://mondafrique.com/lire/editos/2015/05/11/un-bon-francais-ne-doit-...>